

**N°44\_2025 SEA**

**Décision du Président**  
**Prise en vertu d'une délégation donnée par le Conseil Communautaire**

**Objet :** Dérogation à l'obligation de raccordement au réseau d'assainissement collectif pour M.  
Soignolles-en-Brie.

Le Président de la Communauté de Communes Brie des Rivières et Châteaux,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération du 27 juillet 2020 portant délégations au Président en application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales articles L. 5211-9 et 5211-10,

**Vu** la délibération du 21 décembre 2023 relative aux dérogations à l'obligation de raccordement à l'assainissement collectif,

**Considérant** la demande de M.  
à Soignolles-en-Brie de déroger à l'obligation de raccordement à l'assainissement collectif,

**Considérant** que le système d'assainissement non collectif de l'habitation concernée a fait l'objet d'une réhabilitation le 26/04/2023,

**Considérant** l'avis favorable formulé suite aux travaux réalisés (contrôle SUEZ en date du 28/04/2023 et courrier CCBRC en date du 25/07/2023),

**Considérant** le coût de raccordement à l'assainissement collectif supérieur à 125% du montant de la réhabilitation du système d'assainissement non-collectif,

**Considérant** le N° d'identification A-II-2 mentionné dans la délibération du 21 décembre 2023 relative aux dérogations à l'obligation de raccordement à l'assainissement collectif,

**Considérant** que l'habitation sise au  
d'application de la délibération sous le N° d'identification A-II-2, entre dans le champ

**DÉCIDE**

**Article 1 :**

D'autoriser le demandeur à déroger à l'obligation de raccordement au réseau d'assainissement collectif posé dans la rue de  
à Soignolles-en-Brie à compter de la date de  
cette décision.



**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision. Elle fera l'objet d'une communication lors du prochain Conseil Communautaire sous forme de donner acte.

**Article 3 :**

La présente décision :

- Sera inscrite au registre des délibérations de la Communauté de Communes Brie des Rivières et Châteaux.
- Sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne au titre du contrôle de légalité.
- Peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Président de la CCBRC dans un délai de deux mois à compter de sa date d'affichage et de sa transmission au contrôle de légalité.
- Peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Melun par courrier ou sur le site Télérecours citoyens ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Président si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Fait au Châtelet-en-Brie,  
Le 11 décembre 2025

Le Président,  
Christian POTEAU

